



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: FDS/FDS Réf : Ev241441	OBJET : MESURE DE REFLECTOMETRIE SUR BOITE EXISTANTE DANS CHAMBRE SUR CHAUSSEE ET TROTTOIR - TRAVAUX DE NUIT DE 23H00 A 06H00 du 333 au 379 CHEMIN MAS DE BOUDAN Du 24/06/2024 au 12/07/2024 (2 NUITS DANS LA PERIODE)
---	---

**Le Maire de la ville de NIMES,
Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 23/05/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter la réalisation de MESURE DE REFLECTOMETRIE SUR BOITE EXISTANTE DANS CHAMBRE SUR CHAUSSEE ET TROTTOIR dans l'agglomération nîmoise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - STATIONNEMENT

du 24/06/2024 au 12/07/2024 (2 nuits dans la période de 23h00 à 06h00)

Le pétitionnaire, **SPIE CITYNETWORKS 31 et ROL FIBRE OPTIQUE** sont autorisés à stationner en empiètement de voie et de ses dépendances, **au droit et face du 333 jusqu'au 379 CHEMIN MAS DE BOUDAN** .

Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant **au droit et face du 333 jusqu'au 379 CHEMIN MAS DE BOUDAN**. Seul les véhicules du pétitionnaire **SPIE CITYNETWORKS 31 et ROL FIBRE OPTIQUE** seront autorisés à stationner.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**. La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **SPIE CITYNETWORKS 31 demeurant 300 RUE LEON JOULIN 31023 TOULOUSE représentée par Monsieur Benoît FARGIER**.

ARTICLE 2 - CIRCULATION du 24/06/2024 au 12/07/2024 (2 nuits dans la période de 23h00 à 06h00)

La circulation des véhicules s'effectuera sur chaussée rétrécie avec un alternat par pilotage manuel du 333 au 379 CHEMIN MAS DE BOUDAN.

La vitesse sera abaissée de 20km/h.

La circulation des véhicules sera interdite TEMPORAIREMENT du 333 au 379 CHEMIN MAS DE BOUDAN.

Déviations:

Déviaton N° 1 : RUE SAINTE GENEVIEVE - AVENUE PIERRE GAMEL - RUE DU FOREZ

Déviaton N° 2 : RUE DU FOREZ - RUE TOUR DE L'EVEQUE - RUE EMILE ALLIER - CHEMIN MAS DE BOUDAN

Le pétitionnaire devra IMPÉRATIVEMENT se coordonner avec la Société TANGO qu'il sera nécessaire de contacter au minimum 72 heures en amont du démarrage des travaux (Réfèrent : Nicolas MASCLET - 06.34.33.47.97 - nicolas.masplet@tangobus.fr).

L'accès des riverains sera impérativement maintenu.

ARTICLE 3 - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 6 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 8 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 9 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*